

# Tendances conjoncturelles

## 1<sup>er</sup> trimestre 2018

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

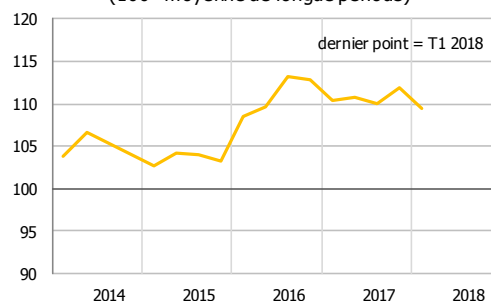
#### Fléchissement de l'ICA

Au premier trimestre 2018, l'indicateur de climat des affaires (ICA) est encore bien au-dessus de sa moyenne de longue période ; il s'infléchit cependant de 2,5 points, soulignant la circonspection des chefs d'entreprise avant les élections générales d'avril-mai.

La situation de l'emploi continue malgré tout de s'améliorer, ce qui, dans un contexte de modération de l'évolution globale des prix, constitue un élément positif pour la consommation des ménages.

Selon les résultats de la première enquête de conjoncture de l'année, la conjoncture conserve une orientation favorable ; mais les entrepreneurs se montrent moins audacieux dans leurs projections d'investissement à un an.

**Indicateur du climat des affaires (ICA)**  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### CONJONCTURE RÉGIONALE

D'après les perspectives économiques régionales en Asie-Pacifique du FMI, la croissance économique de la région devrait s'établir à 5,6 % en 2018 et 2019. Les perspectives économiques de la région restent solides, et l'Asie-Pacifique devrait rester le moteur de la croissance économique mondiale.

Après +2,4 % en 2017, la croissance du PIB en Australie au premier trimestre 2018 est soutenue, à +1,0 % (+3,1 % en glissement annuel), tirée par la consommation des ménages (+0,3 %), les dépenses du gouvernement (+1,6 %), l'investissement (+0,5 %) et le rebond des exportations (+2,4 %, après -1,5 % au quatrième trimestre 2017). La Banque Centrale d'Australie prévoit une croissance de 3,0 % en 2018, puis 3,3 % en 2019.

Au quatrième trimestre 2017, la croissance du PIB en Nouvelle-Zélande est moins élevée que prévu, révisée à 0,6 % en raison notamment d'une saison particulièrement chaude qui a limité la production laitière. Néanmoins, la consommation des ménages (+1,3 %) et l'investissement des entreprises (+2,1 %) rebondissent. La croissance économique ralentit à 2,9 % en 2017, contre 4,0 % en 2016.

La croissance du PIB en Inde s'élève à 6,6 % en 2017, après une croissance du PIB à 7,2 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2017. Elle a ralenti en 2017, notamment en raison de l'impact négatif de la démonétisation sur le secteur informel et de problèmes liés à la mise en œuvre de la nouvelle taxe sur les biens et services. La démonétisation décrétée par le gouvernement en novembre 2016 afin de lutter contre l'évasion fiscale et d'intégrer une partie du secteur informel dans le secteur bancaire s'est traduite par la perte de valeur légale des coupures les plus élevées, les billets de 500 et 1 000 roupies. D'après le FMI, l'Inde aura la croissance économique la plus forte de la région, dépassant celle de la Chine, en 2018 (+7,4 %) et 2019 (+7,8 %).

La croissance économique indonésienne s'élève à 5,1 % en 2017 ainsi qu'au premier trimestre 2018. Elle est tirée par la consommation des ménages (+4,9 %), les investissements privés (+4,8 %), les dépenses du gouvernement (+2,7 %), les exportations nettes (+3,0 %) et les dépenses de consommation des organismes à but non lucratif au service des ménages (+8,0 %).

Source : Statistique Nouvelle-Zélande, Bureau australien des statistiques (ABS), FMI, Banque centrale d'Australie (RBA), ministère des Finances Indonésie

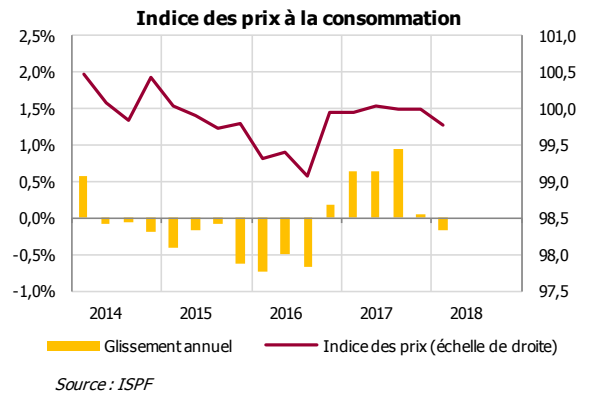
## Des prix globalement stables

Au premier trimestre de l'année, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'inscrit en repli de 0,2 % par rapport au dernier trimestre 2017.

Cette relative stabilité provient de la conjonction de la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,0 %) et de la baisse de ceux des transports (-3,0 %), notamment dans le domaine aérien (-19,4 %).

Les tarifs des postes logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+0,6 %) et hôtellerie restauration (+0,3 %) progressent légèrement.

En rythme annuel, l'IPC enregistre également une baisse de 0,2 %, l'accroissement des tarifs dans les transports (+2,5 %) étant contrebalancé par le recul dans l'alimentaire et les boissons non alcoolisées (-1,8 %).

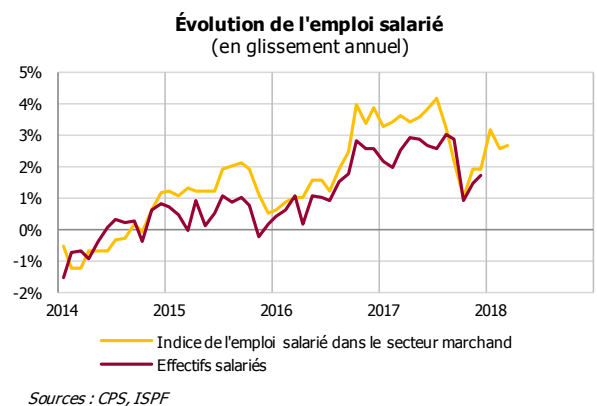


## Bonne tenue de l'emploi

L'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand augmente de 2,7 % en rythme annuel, au-delà de la moyenne des cinq dernières années (+1,4 % entre 2013 et 2017).

Tous les secteurs sont concernés et plus particulièrement l'industrie (+5,8 %) et la construction (+4,3 %), longtemps à l'écart de la croissance.

D'après les statistiques établies par le service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI), les offres d'emploi augmentent fortement sur l'année, +32,1 %, tandis que le nombre de demandeurs d'emploi recule de 7,7 %.

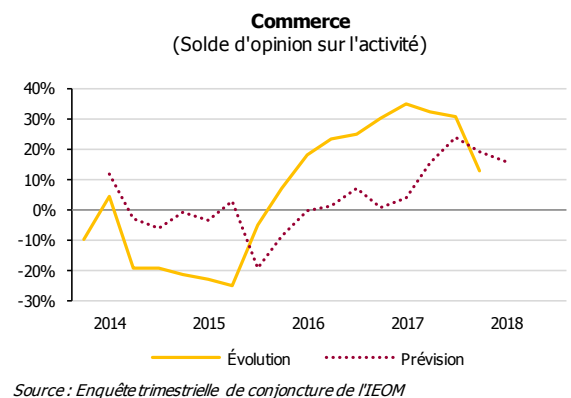


## Une consommation des ménages alanguie

Les dirigeants du commerce estiment qu'au début de l'année 2018, le courant d'affaires reste correct, bien que moins animé qu'au trimestre précédent. Ils anticipent un maintien de l'activité pour le deuxième trimestre qui devrait justifier une poursuite des embauches.

L'encours des crédits à la consommation stagne sur un an (+0,2 %) et la production de crédits à la consommation s'étirole (12,6 milliards de F CFP contre 13,1 au premier trimestre 2017).

En forte hausse au dernier trimestre 2017 (+36,3 %, CVS), les immatriculations de voitures particulières refluent singulièrement (-32,4 %, CVS). Quant aux importations de biens d'équipement ménager, elles sont en hausse de seulement 0,7 % (CVS), après +2,7 % (CVS) fin 2017.



## Investissement soutenu par les ménages

Sur les trois premiers mois de l'année, l'investissement est principalement soutenu par les ménages. En effet, l'encours des crédits à l'habitat s'affiche en hausse de 5,0 % sur un an et la production de prêts immobiliers aux particuliers de 23,2 %, stimulée par le dispositif gouvernemental d'aide à l'investissement des ménages (AIM). Instauré en août 2014 pour les projets de construction et d'achats de logement, il a été élargi en décembre 2017 aux travaux d'aménagement et de réparation.

Du côté des entreprises, en revanche, c'est l'attentisme qui prévaut au premier trimestre 2018. L'enquête de conjoncture de l'IEOM montre que les prévisions d'investissement à un an sont, certes, globalement favorables, mais moins unanimes selon les secteurs.

La croissance de l'encours des crédits d'investissement ralentit, +3,4 % en glissement annuel, contre +6,1 % au dernier trimestre 2017, tandis que la production de crédit à l'équipement enregistre -23,3 %. Les importations de biens d'équipement (-0,2 %) et de biens intermédiaires (-0,1 %) stagnent sur l'année.

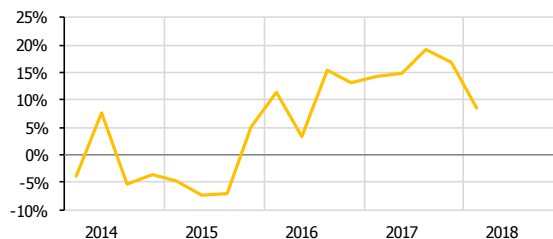
## Des importations en hausse

Au premier trimestre 2018, les importations s'inscrivent en hausse de 2,1 % (CVS), soutenues par les produits automobiles et surtout énergétiques. Les tensions géopolitiques sur la période attisent la montée des cours pétroliers.

Quant aux exportations, elles enregistrent -7,7 % sur le trimestre (CVS), dont -10,3 % (CVS) pour les seules exportations locales. Ces dernières sont pénalisées par la faiblesse des recettes perlières (-13,0 %, CVS), qui représentent les deux tiers du total.

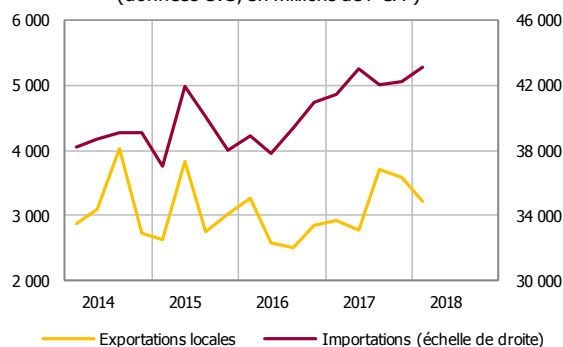
Les performances des volumes exportés de poisson (+13,0 %, CVS), de vanille (+12,3 %, CVS) et de monoï (+16,6 %, CVS) ne suffisent pas à inverser la tendance.

**Prévisions d'investissement des entreprises à un an**  
(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

**Commerce extérieur**  
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisées par l'IEOM

## UNE CONJONCTURE SANS RELIEF DANS LA PLUPART DES SECTEURS

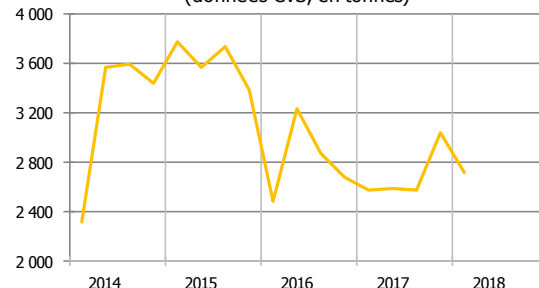
En début d'année, le pessimisme gagne l'**industrie** ; ses dirigeants s'attendent à un statu quo au deuxième trimestre, qui devrait tempérer leurs velléités de recrutement et d'investissement.

À l'export, les quantités de monoï se réduisent, -12,8 % en glissement annuel, tandis que la branche agroalimentaire engrange de bons résultats à l'export (+5,8 %), grâce à l'huile de coprah.

Ainsi qu'ils l'avaient anticipée, les professionnels du **secteur primaire** constatent une baisse de leur activité au premier trimestre 2018, qui se traduit par une contraction de la production de coprah (-3,1 %, CVS). Néanmoins le secteur exposé est épargné, à part la perliculture ; les volumes exportés sont en hausse pour le poisson (+13,0 %, CVS) et la vanille (+12,3 %, CVS).

En 2017, le **secteur marchand** a joui d'une conjoncture porteuse qui lui a permis de conforter sa situation de trésorerie. Ses dirigeants déplorent une activité assez terne au premier trimestre de l'année, mais parient sur un rebond au trimestre suivant et comptent embaucher en conséquence.

**Production de coprah**  
(données CVS, en tonnes)



Source : CSPC, CVS IEOM

L'année 2018 démarre sur une note mitigée pour le **tourisme**. Les hôteliers ont observé une dégradation de leur activité, illustrée par une contraction de plus de 4 points en glissement annuel du taux d'occupation cumulé des établissements affiliés au conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH), qui s'est établi à 56 % au premier trimestre 2018 (60,1 % l'année précédente).

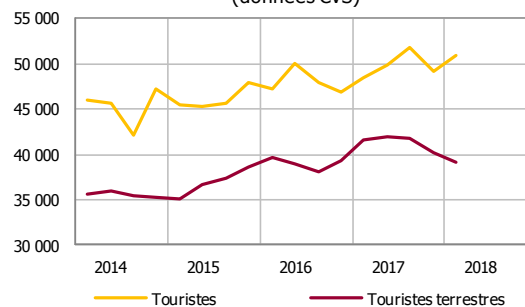
Toutefois, la fréquentation touristique est en progression de 6,9 % sur la période, la contribution des croisiéristes (+54,3 %) compensant la défection des touristes en hébergement terrestre (-4,8 %). Arrivé en janvier 2018, le *MS Marina*<sup>1</sup>, qui a programmé plusieurs circuits dans les archipels polynésiens jusqu'en mars, a galvanisé la croisière inter-îles.

Plutôt pessimistes au cours de l'année 2017, les responsables du **BTP** misent sur une amélioration de leur courant d'affaires au deuxième trimestre 2018 et envisagent d'accélérer les recrutements.

Sur les trois premiers mois de l'année en cours, la vigueur de l'immobilier soutient toujours le bâtiment. En témoigne la croissance de l'encours des crédits à l'habitat, +5,3 % en glissement annuel et de la production de prêts immobiliers octroyés par les banques de la place, +12,9 % (8 milliards de F CFP contre 7,2 un an plus tôt).

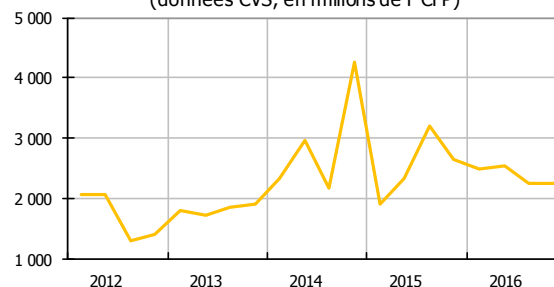
En outre, la branche travaux publics, auparavant affectée par la faiblesse de la commande publique, profite de la hausse des dépenses liquidées par la direction de l'équipement (+20,8 %, CVS) et la direction de l'aviation civile (+68,6 %, CVS) sur le trimestre.

**Fréquentation touristique**  
(données CVS)



Source : ISPF, désaisonnalisée par l'IEOM

**Dépenses liquidées par la Direction de l'équipement**  
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : Direction de l'équipement, désaisonnalisée par l'IEOM

### LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT RESTER SOUTENUE

L'affermissement de l'activité économique mondiale observé au second semestre 2017 devrait se poursuivre en 2018. Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale progresserait de 3,9 % tant en 2018 qu'en 2019. Les aléas pesant sur les perspectives à court terme étant plus ou moins équilibrés, le FMI a laissé inchangées ses projections par rapport à ses prévisions de janvier 2017.

Aux États-Unis, l'activité progresse moins rapidement au premier trimestre 2018, +2,2 % en glissement trimestriel annualisé après +2,9 % au trimestre précédent, sous l'effet d'une modération de la consommation des ménages, des investissements, des dépenses publiques et des exportations. Sur l'année, le FMI table toutefois sur une croissance de +2,9 % en 2018, puis de +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, le PIB de la zone euro a ralenti au premier trimestre 2018 (+0,4 % après +0,7 % au quatrième trimestre 2017), bien que le chômage soit à son plus bas niveau depuis fin 2008 et alors que l'inflation a atteint +1,4 %, en glissement annuel, en mars 2018. Pour la Commission européenne, l'activité devrait rester dynamique en 2018 à +2,3 %, avant de ralentir légèrement en 2019 (+2,0 %).

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance devrait s'essouffler en début d'année : +0,2 % au premier trimestre 2018, après +0,7 %. Les dépenses de consommation des ménages sont quasi stables (+0,1 % après +0,2 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF : +0,2 % après +0,9 %) décélère nettement. En dépit de ces prévisions, le FMI anticipe une croissance de +2,1 % pour l'année 2018.

Le Japon a enregistré au premier trimestre une contraction de son PIB (-0,6 % en rythme annualisé), en raison d'un ralentissement de la consommation des ménages et des investissements. Sur l'année, la croissance devrait s'élever à +1,2 % (+0,9 % en 2019).

S'agissant des perspectives, la croissance des pays avancés s'établirait à 2,5 % en 2018, soit 0,2 point de plus qu'en 2017, et à 2,2 % en 2019. Les pays émergents et en développement continueraient de porter l'essentiel de la croissance mondiale, bien qu'en Chine la croissance fléchirait légèrement, de 6,9 % en 2017 et 6,6 % en 2018 à 6,4 % en 2019.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA – données arrêtées à la date du 14 juin 2018

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr), sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : Claude PERIOU – Responsable de la rédaction : Sophie NATIER

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : juin 2018 – Dépôt légal : juin 2018 – ISSN 1968-6277

<sup>1</sup> Le *MS Marina*, d'une capacité d'accueil de 1 250 passagers, appartient à la flotte de Oceania Cruises, compagnie maritime américaine basée à Miami.